

SECTION DE LA HAUTE MARNE

Chaumont le 19 décembre 2011

Monsieur le Président,

Aujourd'hui se réunit le premier Comité Technique Local dans un contexte de suppressions d'emplois majeures.

2 441 emplois seront supprimés en 2012 à la DGFIP.

F.O. condamne la politique dogmatique de suppression d'emplois, dénonçant une véritable spoliation des services alors que, pour la première fois, l'administration reconnaît implicitement que ces suppressions d'emplois ne sont pas justifiables. En effet, lors du Comité Technique de Réseau du 6 décembre 2011, seules 22,5 % des suppressions d'emplois ont été fléchées par des pseudo-gains de productivité.

L'évolution nette des emplois se traduit en Haute-Marne par la suppression de 4 emplois C, d' 1 emploi B, et la requalification de 5 emplois C en 4 emplois B et 1 emploi A. La section FO DGFIP de la Haute Marne vous demande d'expliquer de manière claire et précise le mécanisme des suppressions d'emplois.

La mise en œuvre des nouveaux outils nommés MAGERFIP et TAGERFIP ne masque pas le fait que les gains de productivité fléchés ou diffus ne suffisent pas à couvrir la contribution de la DGFIP aux suppressions d'emplois décidées par le PLF 2012. En effet, les directions départementales sont désormais soumises à une contribution proportionnelle pour répartir le solde des suppressions, **non comprises dans des gains de productivité qui servent ici de prétextes.**

Les suppressions d'emploi dans les structures fusionnées que sont les SIP et le PRS démontrent que l'objectif premier de la DGFIP en les créant, n'était pas la simplification et l'amélioration du service public rendu à l'utilisateur **mais purement et simplement l'outil de suppression de nouveaux emplois.**

Les emplois impactés dans les services de proximité participent encore une fois largement à la détérioration du service public.

Une nouvelle fois, la section FO DGFIP de la Haute Marne dénonce la poursuite de la politique aveugle de suppressions des emplois à la DGFIP, politique qui accélère la dégradation du service public fiscal et financier tout autant que les conditions de travail des personnels de la DGFIP.

Elle dénonce l'analyse de la DDFIP qui supprime des emplois sans mesurer à court terme les conséquences sur les conditions de travail :

- **Non adéquation des emplois aux exercices de missions**
- **Pression de la hiérarchie liée aux indicateurs et aux objectifs**
- **Augmentation du mal être des agents**

Vous ne pouvez pas ignorer que le malaise est de plus en plus profond. L'agression survenue au SIP de St Dizier n'est hélas qu'une des nombreuses conséquences de la politique menée par la DGFIP. **Et cette nouvelle vague de suppressions d'emplois ne fera qu'accentuer ce phénomène !!!**

Les élus FO DGFIP de la Haute Marne

Rachel SUGNEAU

Sabine MARIA

Rachel DELACOURT

Céline MOUSSUT